

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BPIFRANCE REGIONS**

Société anonyme au capital de 4 800 000 €  
Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort CEDEX  
319 997 466 R.C.S. Créteil

**Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du 23 mai 2019****I. – Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2018**

(En euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées	1	190 859 344	194 472 499
Créances sur les établissements de crédit	2	106 329 755	94 454 830
Opérations avec la clientèle		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	263 681 934	230 990 043
Actions et autres titres à revenu variable	1	107 121 936	141 748 479
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		0	0
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Aides au financement de l'innovation		0	0
Autres actifs	3	42 794 563	26 999 709
Comptes de régularisation	4	12 723	21 808
<b>Total de l'actif</b>		<b>710 800 255</b>	<b>688 687 368</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	5	2 114 504	2 930 803
Opérations avec la clientèle		0	0
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	6	92 720 773	93 198 790
Comptes de régularisation	7	30 074 751	26 332 790
Provisions		0	0
Dettes subordonnées		0	0
Fonds de garantie publics	8	457 726 475	440 839 221
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	9	101 316 706	100 907 038
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG	10	26 847 046	24 478 726
Capital souscrit		4 800 000	4 800 000
Primes d'émission		612 417	612 417
Réserves		19 065 000	16 580 000
Report à nouveau		1 310	3 754
Résultat de l'exercice		2 368 319	2 482 555
<b>Total du passif</b>		<b>710 800 255</b>	<b>688 687 368</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Engagements donnés			
Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie	11	1 052 247 678	988 370 851
Engagements sur titres		0	0
<b>Engagements reçus</b>			

Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		0	0

## II. – Compte de résultat

(En d'euros.)

	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	12	6 261 760	5 783 789
Intérêts et charges assimilés		-312 600	-254 414
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)		0	0
Commissions (charges)		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-147 211	-449
Autres produits d'exploitation bancaire		59 167	92 940
Autres charges d'exploitation bancaire		-9 101	-14 485
Produit net bancaire		5 852 015	5 607 381
Charges générales d'exploitation	13	-2 252 370	-1 828 661
Dotations aux amortis. et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
Résultat brut d'exploitation		3 599 645	3 778 720
Coût du risque		0	0
Résultat d'exploitation		3 599 645	3 778 720
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		3 599 645	3 778 720
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-1 231 326	-1 296 165
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		2 368 319	2 482 555

## III. – Annexe aux comptes individuels publiables au 31 décembre 2018

### Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

### Présentation des comptes

Le compte de résultat est présenté comme les exercices précédents en distinguant :

- l'activité défiscalisée des fonds de garantie gérés par Bpifrance Régions ;
- l'activité fiscalisée de Bpifrance Régions ne reprend donc ni les produits ni les charges des fonds de garantie. Cette présentation du compte de résultat s'appuie sur cinq soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

### Principes comptables retenus pour l'évaluation des titres de placement

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêt des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

**Méthode d'évaluation des actifs immobilisés**

Les actifs immobilisés se décomposent en :

- immobilisations incorporelles : logiciels acquis, développés ou en cours de développement.  
Les immobilisations incorporelles sont amorties dès leur mise en exploitation sur une durée économique de 5 ans ;
- immobilisations corporelles :  
Bpifrance Régions ne détient aucune immobilisation corporelle.

**Principes et méthodes comptables d'évaluation des opérations génératrices d'un risque de crédit****Principe de ventilation des encours**

L'activité de Bpifrance Régions est marquée par sa position de partenaire des banques. Aussi, les critères de classement retenus pour les engagements hors bilan ont été arrêtés selon l'information en possession de Bpifrance Régions. Depuis 2015, les encours des clients déclarés en défaut par la banque partenaire sont classés en encours sains sous surveillance (Watch List).

Les encours douteux correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions détient une information de défaut sur la contrepartie. Une provision est calculée à partir des données statistiques d'évaluation de la perte avérée.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours pour lesquels Bpifrance Régions est informé de la mise en jeu de sa garantie soit pour déchéance du terme soit en cas de survenance d'une procédure collective.

**Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés**

L'établissement financier assure la gestion du contentieux et fait jouer les garanties réelles ou personnelles qu'il a pu obtenir. Bpifrance Régions l'indemnise au terme de ce processus, en intégrant des intérêts intercalaires annuels calculés sur la créance et sur la durée du portage.

*Provisions sur encours de Bpifrance Régions :*

La provision au bilan correspond à la perte en capital ainsi que les intérêts contractuels couverts par la garantie de Bpifrance Régions. Le risque d'appel en garantie de Bpifrance Régions est provisionné pour chaque dossier en contentieux, dès lors qu'une déchéance ou une procédure collective est prononcée. Afin d'améliorer la couverture du risque, il a été mis en place, en 2007, une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles. Cette méthode, fondée sur l'observation des sinistres indemnisés sur les exercices antérieurs, permet de couvrir l'ensemble des dossiers tombés en contentieux.

**Méthode d'actualisation du provisionnement du risque de crédit avéré**

L'actualisation des pertes prévisionnelles n'a pas été calculée en raison du faible montant de ces provisions et de l'absence d'information sur le profil de décaissements à venir pour les sinistres connus.

**Fonds de garantie**

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, les régions mettent à la disposition de Bpifrance Régions des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part. L'aide à l'innovation est réalisée par l'intermédiaire de Bpifrance Financement.

Les ressources accordées par les régions figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes, charges et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés pour ces activités d'intérêt économique général sont :

- au passif, les fonds de garantie (cf. note 8), les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 9) ;
- au hors bilan, les garanties données (cf. note 11).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dettes puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le groupe, ils sont classés au passif du bilan dans les rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics ».

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance Régions des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est classé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « Ressources d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses, subventions décaissées).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 8.2 et 9.2 ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

### Principe de rattachement des produits et des charges

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus.

### Engagements sociaux

Aucun engagement de retraite n'a été constaté puisque la société Bpifrance Régions n'emploie pas de personnel.

## Note 1. - Portefeuille titres

### 1.1. - Flux enregistrés au cours de l'exercice 2018

(En euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2017	194 472 499	230 990 043	141 925 252
Entrées et autres mouvements (1)	-2 605 371	307 677 583	67 749 999
Sorties	-1 000 000	-274 102 000	-102 195 011
Variation des créances rattachées	-7 784	-883 692	0
Montant brut au 31/12/2018	190 859 344	263 681 934	107 480 240
Dépréciations cumulées au 31/12/2018 (2)	0	0	-358 304
Montant net au 31/12/2018	190 859 344	263 681 934	107 121 936

(1) Y compris amortissement des surcotes/décotes

(2) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Les titres détenus en emploi des Fonds de Garantie s'élèvent à 477 125 526 euros.

Les titres détenus en emploi des Fonds de Garantie Régionaux à l'innovation s'élèvent à 59 755 778 euros.

### Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2018

(En euros.)	D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	15 312 771	67 587 008	105 110 824	2 848 741	190 859 344
Obligations et autres titres à revenu fixe	33 967 292	180 007 447	0	49 254 846	452 349	263 681 934
	33 967 292	195 320 218	67 587 008	154 365 670	3 301 090	454 541 278
	451 240 188					

### 1.2. - Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En euros.)	31/12/2018					31/12/2017	
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total	Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés		
Placement	0	0	0	0	107 121 936	107 121 936	141 748 479
Investissement	190 859 344	59 938 610	203 743 324	0	0	454 541 278	425 462 542
Total	190 859 344	263 681 934 (*)		107 121 936		561 663 214	567 211 021

(\*) Dont : - Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : 0,0

- Titres émis par d'autres émetteurs : 263 681 934 euros

**1.3. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2018**

(En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	107 480 240	107 121 936	-358 304	-358 304	0
Titres d'investissement	454 541 278	472 340 175	17 798 897		

Le portefeuille se décompose entre Fonds propres et Fonds de garantie :

Fonds Propres (En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	1 999 996	1 994 131	-5 865	-5 865	0
Titres d'investissement	23 140 218	23 749 740	609 522		

Fonds de Garantie (En euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	105 480 244	105 127 805	-352 439	-352 439	0
Titres d'investissement	431 401 060	448 590 435	17 189 375		

**Note 2. – Créances sur les établissements de crédit**

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	106 329 755	94 454 830
Total	106 329 755	94 454 830

**Note 3. – Autres actifs**

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Régions - Dotation à recevoir sur fonds de garantie	42 591 425	26 922 981
Fonds de garantie des dépôts	42 875	50 875
Clients commissions	74 008	25 853
Créances fiscales	86 255	0
Total	42 794 563	26 999 709

**Note 4. – Comptes de régularisation - Actif**

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Commissions à recevoir (Cut-Off) :		
Sur fonds propres	5 710	9 223
Sur fonds de garantie	5 710	9 222
Produits à recevoir sur fonds en gestion pour compte de tiers	1 053	3 363
Débiteurs divers	250	0
Total	12 723	21 808

**Note 5. – Dettes sur les établissements de crédit**

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	2 114 504	2 930 803
Total	2 114 504	2 930 803

## Note 6. - Autres passifs

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts et taxes	3 271	139 018
Créditeurs divers	48 743	9 034
Contentieux à payer sur fonds de garantie	92 270 271	90 652 250
Régions - Dotations à restituer sur fonds de garantie	398 488	2 398 488
<b>Total</b>	<b>92 720 773</b>	<b>93 198 790</b>

## Note 7. - Comptes de régularisation - Passif

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Charges d'exploitation à payer	42 643	1 447 307
Commissions constatées d'avance (Cut-off) :		
Sur fonds propres	1 147 178	864 199
Sur fonds de garantie	1 147 008	864 036
Commissions perçues d'avance (commissions uniques et uniques simplifiées)	27 737 922	23 157 248
<b>Total</b>	<b>30 074 751</b>	<b>26 332 790</b>

## Note 8. - Evolution des fonds de garantie

## 8.1. – Situation comptable des Fonds de Garantie Régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2017	Dotations 2018	Remboursements et redéploiements 2018	Résultats 2018	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2018	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Midi-Pyrénées	11 889 289			-306 775	11 582 514	2 181 240	13 763 754
Région Haut-Rhin	14 579		-12 650	6 164	8 093	145 705	153 798
Région PACA	9 231 762	15 534 732	-496 141	-169 650	24 100 703	949 988	25 050 691
Auvergne	8 273 830		-3 445 044	-249 971	4 578 815	1 734 691	6 313 506
Pays de Loire	31 797 285		-680 952	-419 301	30 697 032	5 834 390	36 531 422
Poitou-Charentes	2 995 519			-24 262	2 971 257	1 069 621	4 040 878
Champagne-Ardenne	3 960 074		-700 000	191 012	3 451 086	1 153 473	4 604 559
Seine et Marne	242 468			2 277	244 745	30 137	274 882
Gironde fac33	40 241			1 298	41 539	59 892	101 431
Picardie	2 082 502		-547 207	-95 403	1 439 892	1 164 978	2 604 870
Région Centre	6 913 042			-123 032	6 790 010	2 467 065	9 257 075
Centre-Val de Loire	2 638 616			-36 070	2 602 546	123 514	2 726 060
Lorraine	14 663 317			-126 354	14 536 963	6 202 724	20 739 687
Corse	18 252 760			247 850	18 500 610	1 584 557	20 085 167
Alsace	4 132 946			-15 337	4 117 609	1 339 201	5 456 810
Haute-Normandie	3 484 994			79 538	3 564 532	1 249 268	4 813 800
Franche-Comté	7 118 442			184 380	7 302 822	1 604 949	8 907 771
Moselle	50 415		-31 342	154	19 227	69 019	88 246
Ile-de-France	111 436 681			-1 938 168	109 498 513	27 686 667	137 185 180
Sarthe	128 253		-42 543	1 447	87 157	4 076	91 233
Aquitaine	2 351 351			282 825	2 634 176	1 517 377	4 151 553
Paris	6 056 722		-200 000	4 805	5 861 527	1 250 663	7 112 190
Basse-Normandie	8 480 069			-292 286	8 187 783	1 648 515	9 836 298
Languedoc-Roussillon	3 111 379			91 946	3 203 325	1 135 071	4 338 396
Région Bas-Rhin	1 443 020			18 324	1 461 344	186 592	1 647 936
Région Bretagne	22 998 925		-4 000 000	321 228	19 320 153	4 843 838	24 163 991
Bourgogne	5 385 309			-61 051	5 324 258	1 466 394	6 790 652
Nord-Pas-de-Calais	11 926 930		-2 814 745	-543 461	8 568 724	6 962 906	15 531 630
Rhône-Alpes	23 097 609		-3 023 317	-378 326	19 695 966	6 111 537	25 807 503
Limousin	3 971 821			230 593	4 202 414	1 729 093	5 931 507
Assurance des fds reg	53 872 037	833 121	-526 484	389 378	54 568 052	0	54 568 052
Fip Franche-Comté	308 799			2 247	311 046	0	311 046
Rhône-Alpes FRERA	3 042 682		-2 834 545	62 687	270 824	950 718	1 221 542
Hauts-de-France	11 848 699		3 361 952	-174 630	15 036 021	704 868	15 740 889
Normandie	4 245 322			-2 203	4 243 119	149 154	4 392 273
Auvergne Rhône-Alpes	4 813 028		9 302 906	68 506	14 184 440	179 064	14 363 504
Occitanie	9 340 695			-142 519	9 198 176	262 057	9 460 233

Bourgogne Franche-Comté	3 364 498			74 953	3 439 451	0	3 439 451
Grand Est	10 775 127			-46 718	10 728 409	163 002	10 891 411
Nouvelle Aquitaine	10 057 516			81 016	10 138 532	0	10 138 532
Réunion	1 000 668			9 434	1 010 102	0	1 010 102
Guadeloupe		8 200 000	1 800 000	2 968	10 002 968	0	10 002 968
Total	440 839 221	24 567 853	-4 890 112	-2 790 487	457 726 475	85 916 004	543 642 479

## 8.2. – Résultat des Fonds de Garantie Régionaux

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions pré- contentieuses	Résultats
Midi-Pyrénées	99 949		159 507	-16 931	-340 090	-209 210	-306 775
Région Haut-Rhin	1 151		5	5 008	0	0	6 164
Région PACA	73 844		54 776	-87 615	-66 355	-144 300	-169 650
Auvergne	58 183		60 897	165 226	-462 450	-71 827	-249 971
Pays de Loire	185 725		349 181	348 376	-1 901 553	598 970	-419 301
Poitou-Charentes	29 305		31 887	14 101	-87 287	-12 268	-24 262
Champagne-Ardenne	33 029		45 759	235 189	-161 492	38 527	191 012
Seine et Marne	1 986		1	290	0	0	2 277
Gironde fac33	733		30	535	0	0	1 298
Picardie	22 937		19 630	161 874	-308 941	9 097	-95 403
Région Centre	68 060		90 267	-76 795	-354 468	149 904	-123 032
Centre-Val de Loire	21 721		84 189	-47 252	-44 267	-50 461	-36 070
Lorraine	154 545		156 380	126 314	-574 005	10 412	-126 354
Corse	144 675		144 812	-32 233	-17 312	7 908	247 850
Alsace	40 127		48 884	163 396	-262 234	-5 510	-15 337
Haute-Normandie	35 376		34 025	124 881	-230 120	115 376	79 538
Franche-Comté	64 702		78 211	172 027	-113 389	-17 171	184 380
Moselle	749		0	9 185	-9 780	0	154
Ile-de-France	1 039 473		4 579 949	-1 698 318	-5 497 196	-362 076	-1 938 168
Sarthe	900		509	38	0	0	1 447
Aquitaine	30 111		18 870	277 336	-60 480	16 988	282 825
Paris	52 780		12 695	-30 828	-51 391	21 549	4 805
Basse-Normandie	71 319		104 777	-300 718	-173 102	5 438	-292 286
Languedoc-Roussillon	31 682		30 795	203 010	-132 648	-40 893	91 946
Région Bas-Rhin	11 904		40	6 380	0	0	18 324
Région Bretagne	202 856		440 468	234 022	-546 720	-9 398	321 228
Bourgogne	50 296		68 269	246 136	-353 580	-72 172	-61 051
Nord-Pas-de-Calais	131 210		96 330	6 416	-797 952	20 535	-543 461
Rhône-Alpes	199 295		263 291	239 677	-1 066 996	-13 593	-378 326
Limousin	43 801		49 531	469 067	-340 776	8 970	230 593
Assurance des fds reg	389 378		0	0	0	0	389 378
Fip Franche-Comté	2 247		0	0	0	0	2 247
Rhône-Alpes FRERA	18 663		1 645	197 995	-155 616	0	62 687
Hauts-de-France	103 155		503 081	-336 657	-299 743	-144 466	-174 630
Normandie	34 860		193 406	-131 942	-100 192	1 665	-2 203
Auvergne Rhône-Alpes	81 245		348 908	-179 064	-182 583	0	68 506
Occitanie	75 711		102 798	-97 291	-58 971	-164 766	-142 519
Bourgogne Franche-Comté	27 435		100 524	0	-53 006	0	74 953
Grand Est	71 926		103 103	-31 983	-58 746	-131 018	-46 718
Nouvelle Aquitaine	79 834		18 332	0	-17 150	0	81 016
Réunion	8 096		4 297	0	-2 959	0	9 434
Guadeloupe	2 968		0		0		2 968
Total	3 797 942	0	8 400 059	338 852	-14 883 550	-443 790	-2 790 487

## Note 9. - Evolution des Fonds Régionaux Innovation

**9.1. – Situation comptable des Fonds Régionaux à l'Innovation**

Fonds de garantie (En euros.)	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2017	Dotations 2018	Remboursements et redéploiements 2018	Reversement au fonds d'assurance	Résultats 2018	Soldes des fonds de garantie au 31/12/2018	Contentieux et intérêts à payer	Actifs comptables des fonds de garantie
Limousin								
Subventions	614 316		760 645		-136 939	1 238 022		1 238 022
PTZI	3 607 532				-354 537	3 252 995	828 781	4 081 776
AR	951 342				-281 197	670 145	222 350	892 495
Franche-Comté								
Subventions	2 700 009				-826 781	1 873 228		1 873 228
PTZI	1 216 822				62 302	1 279 124		1 279 124
AR	1 118 495		-19 540	977	-90 774	1 009 158	156 164	1 165 322
Franche-Comté fiso								
Subventions					0			
PTZI					0			
AR	69 767		-4 285	214	-4 265	61 431	58 408	119 839
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions	4 558 706	4 100 000	1 288 655		-3 074 007	6 873 354		6 873 354
PTZI	1 416 000	500 000	-631 579	6 579	-77 081	1 213 919		1 213 919
AR	1 420 572	500 000	-421 053	-3 947	-29 640	1 465 932		1 465 932
Paris								
Subventions	3 296 464	3 000 000	247 290		-2 634 035	3 909 719		3 909 719
PTZI	671				0	671		671
AR	2 435 064				-232 131	2 202 933	585 102	2 788 035
Pays de Loire								
Subventions	4 534 420		-500 000		-1 984 322	2 050 098		2 050 098
PTZI					0			
AR					0			
Franche-Comté Doubs								
Subventions	113 528				-16 364	97 164		97 164
PTZI					0			
AR	621				0	621		621
Franche-Comté CAGB								
Subventions	713 984				-39 233	674 751		674 751
PTZI					0			
AR	265 248				23 899	289 147	56 250	345 397
Franche-Comté Haute-Saône								
Subventions	23 205				0	23 205		23 205
PTZI					0			
AR	122 681				4 973	127 654		127 654
Franche-Comté Jura								
Subventions	80 936				-19 600	61 336		61 336
PTZI					0			
AR					0			
Franche-Comté Agglo de Montbéliard								
Subventions	29 293				0	29 293		29 293
PTZI					0			
AR	147 933		-97 000	4 850	-6	55 777		55 777
Franche-Comté Belfort								
Subventions					0			
PTZI					0			
AR	121 254				-427	120 827		120 827
Franche-Comté Agglo de Belfort								
Subventions					0			
PTZI					0			
AR	261 410		-16 734	837	-421	245 092		245 092
Ile de France								
Subventions	8 681 766	10 482 234	8 438 912		-8 995 520	18 607 392		18 607 392
PTZI								
AR	8 741 011	400 000	-7 231 739	322 787	-10 924	2 221 135	197 499	2 418 634
Nouvelle Calédonie								
Subventions	50 815				-259 530	-208 715		-208 715
PTZI	194 057			8 296	-8 400	193 953		193 953
AR	388 116			19 092	0	407 208		407 208
Bretagne								
Subventions	709 597	600 000			-932 118	377 479		377 479

PTZI					0			
AR					0			
Lorraine								
Subventions	301 550				-76 337	225 213		225 213
PTZI	2 875 660				319 973	3 195 633	360	3 195 993
AR	3 312 090				-327 614	2 984 476	812 750	3 797 226
Lorraine fiso								
Subventions					0			
PTZI	127				0	127		127
AR	127				0	127		127
Alsace								
Subventions	996 901				-599 036	397 865		397 865
PTZI	1 501 419				-11 779	1 489 640		1 489 640
AR	3 975 720				-54 954	3 920 766	163 614	4 084 380
Grand Est								
Subventions	2 315 845				-697 323	1 618 522		1 618 522
PTZI	7 156 887				-539 981	6 616 906	300 000	6 916 906
AR	5 530 458				-447 460	5 082 998	347 500	5 430 498
Haute-Normandie								
Subventions	-1 858				0	-1 858		-1 858
PTZI	186 383				-10 329	176 054		176 054
AR	851 550				-7 410	844 140	39 000	883 140
Languedoc-Roussillon								
Subventions	145 681				-64 086	81 595		81 595
PTZI	8 632 827		128 572	-6 429	-1 516 602	7 238 368	1 731 200	8 969 568
AR	4 115 346		-128 572	6 429	-421 368	3 571 835	532 385	4 104 220
Languedoc-Roussillon fiso								
Subventions					0			
PTZI	123 995				-298	123 697		123 697
AR	610 204				-25 668	584 536	21 199	605 735
Champagne-Ardenne								
Subventions	-890				0	-890		-890
PTZI	170 651				-1 322	169 329		169 329
AR	35 185				-99	35 086		35 086
PACA								
Subventions	1 995 195		1 560 000		-2 245 705	1 309 490		1 309 490
PTZI	413 569		-307 000	15 350	10 110	132 029		132 029
AR	2 825 589		-1 253 000	62 650	-58 060	1 577 179		1 577 179
PACA fiso								
Subventions					0			
PTZI	239 639				-626	239 013		239 013
AR	291 989				-31 494	260 495	33 705	294 200
Basse-Normandie								
Subventions	-185				0	-185		-185
PTZI	176 762				14 482	191 244	88 000	279 244
AR	59 481				-216	59 265		59 265
Normandie								
Subventions	193 859	300 000			-324 356	169 503		169 503
PTZI	1 747 480	800 000	-2 857	-39 857	-80 379	2 424 387	100 000	2 524 387
AR	1 542 167	900 000	2 857	-45 143	-143 057	2 256 824	80 000	2 336 824
Martinique								
Subventions		405 000				405 000		405 000
PTZI		645 000		-10 750		634 250		634 250
AR		450 000		-7 500		442 500		442 500
AURA								
Subventions						0		0
PTZI		2 500 000		-62 500		2 437 500		2 437 500
AR						0		0
Total	100 907 038	25 582 234	1 813 572	271 935	-27 258 072	101 316 707	6 354 267	107 670 974

## 9.2. – Résultat des Fonds Régionaux à l'Innovation

Fonds de garantie (En euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Frais de gestion	Coûts de liquidité	Commissions de risques	Décaissement des subventions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Résultats
Limousin								
Subventions					-136 939			-136 939
PTZI			-30 706			-323 900	69	-354 537
AR			-9 564			-222 350	-49 283	-281 197
Franche-Comté								
Subventions					-826 781			-826 781
PTZI			-4 698			67 000		62 302

AR			-4 338			549 804	-636 240	-90 774
Franche-Comté fiso								
Subventions								
PTZI								
AR			4 133			-8 408	10	-4 265
Bourgogne - Franche Comté								
Subventions	-200 436				-2 873 571			-3 074 007
PTZI	-75 720		-1 361					-77 081
AR	-29 640							-29 640
Paris								
Subventions	-133 500				-2 501 744		1 209	-2 634 035
PTZI								
AR			-17 550			89 249	-303 830	-232 131
Pays de Loire								
Subventions	-98 640				-1 885 682			-1 984 322
PTZI								
AR								
Franche-Comté Doubs								
Subventions					-16 364			-16 364
PTZI								
AR								
Franche-Comté CAGB								
Subventions					-39 233			-39 233
PTZI								
AR	4 200		-551			20 250		23 899
Franche-Comté Haute-Saône								
Subventions								
PTZI								
AR			-197			24 282	-19 112	4 973
Franche-Comté Jura								
Subventions					-19 600			-19 600
PTZI								
AR								
Franche-Comté Agglo de Montbéliard								
Subventions								
PTZI								
AR			-6					-6
Franche-Comté Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR			-427					-427
Franche-Comté Agglo de Belfort								
Subventions								
PTZI								
AR			-421					-421
Ile de France								
Subventions	-442 007				-8 553 513			-8 995 520
PTZI								
AR			-2 815			5 331	-13 440	-10 924
Nouvelle Calédonie								
Subventions	-9 355				-250 175			-259 530
PTZI	-8 400							-8 400
AR								
Bretagne								
Subventions	-42 360				-889 758			-932 118
PTZI								
AR								
Lorraine								
Subventions					-76 337			-76 337
PTZI			-26 847			517 820	-171 000	319 973
AR			-22 810			-290 850	-13 954	-327 614
Lorraine fiso								
Subventions								
PTZI								
AR								
Alsace								
Subventions					-599 036			-599 036
PTZI			-11 779					-11 779
AR			-14 680			61 386	-101 661	-54 955
Grand Est								
Subventions	-53 505				-643 818			-697 323
PTZI	-233 100		-6 881			-300 000		-539 981
AR	-99 960					-347 500		-447 460

Haute-Normandie								
Subventions								
PTZI			-2 329			152 000	-160 000	-10 329
AR			-6 160			53 750	-55 000	-7 410
Languedoc-Roussillon								
Subventions					-64 086			-64 086
PTZI		-3 300	-42 750			-1 371 200	-99 352	-1 516 602
AR			-13 165	840		-162 593	-246 450	-421 368
Languedoc-Roussillon fiso								
Subventions								
PTZI			-298					-298
AR			-270	3 600		-21 199	-7 799	-25 668
Champagne-Ardenne								
Subventions								
PTZI			-1 322					-1 322
AR			-120				21	-99
PACA								
Subventions		-89 750			-2 155 955			-2 245 705
PTZI		10 500	-390					10 110
AR		-58 000	-60					-58 060
PACA fiso								
Subventions								
PTZI			-626					-626
AR		2 250	-39			-33 705		-31 494
Basse-Normandie								
Subventions								
PTZI			-2 018			16 500		14 482
AR			-216					-216
Normandie								
Subventions		-17 190			-307 166			-324 356
PTZI		-72 900	-7 479					-80 379
AR		-62 400	-657				-80 000	-143 057
Total	0	-1 713 213	-229 397	4 440	-21 839 758	-1 524 333	-1 955 812	-27 258 073

## Note 10. - Capitaux propres

(En euros.)	31/12/2017	Affectation du résultat 2017	Autres mouvements	31/12/2018
Capital	4 800 000	0	0	(2) 4 800 000
Primes d'émission	612 417	0	0	612 417
Réserve légale	480 000	0	0	480 000
Autres réserves	16 100 000	2 485 000	0	18 585 000
Report à nouveau	3 754	-2 445	1	1 310
Résultat de l'exercice	2 482 555	-2 482 555	(1) 2 368 319	2 368 319
Total	24 478 726	0	2 368 320	26 847 046

(1) Résultat 2018

(2) Le capital social est composé de 240 000 actions d'une valeur nominale de 20 €

La répartition du capital est la suivante :

	31/12/2018
Bpifrance Financement	99,99 %
Autres	0,01 %

## Note 11. - Engagements hors bilan des Fonds de Garantie

(En euros.)	31/12/2018	31/12/2017
Midi-Pyrénées	19 414 758	25 670 920
Région Haut-Rhin	0	1 929
Région PACA	9 576 259	7 528 924
Auvergne	6 151 862	9 125 289
Pays de Loire	42 168 312	46 747 643
Poitou-Charentes	3 494 186	4 734 875
Champagne-Ardenne	4 994 732	7 507 573

Seine et Marne	0	1 246
Gironde fac33	3 900	9 267
Picardie	1 556 081	2 536 033
Région Centre	8 384 257	11 441 690
Centre-Val de Loire	6 281 111	3 548 116
Lorraine	18 066 408	24 718 481
Corse	17 772 861	23 719 006
Alsace	5 697 801	7 495 392
Haute-Normandie	3 408 069	4 955 802
Franche-Comté	8 982 793	11 635 075
Moselle	0	0
Ile-de-France	441 811 842	391 684 958
Sarthe	66 208	106 809
Aquitaine	2 179 232	3 265 748
Paris	1 485 923	2 681 308
Basse-Normandie	10 778 336	15 801 858
Languedoc-Roussillon	3 674 593	5 226 268
Région Bas-Rhin	5 238	7 939
Région Bretagne	40 245 503	41 933 724
Bourgogne	6 949 105	9 722 674
Nord-Pas-de-Calais	9 880 129	16 560 701
Rhône-Alpes	58 210 327	33 517 396
Limousin	5 713 322	8 160 889
Fip Franche-Comté	0	0
Fip Poitou-Charentes	0	0
Rhône-Alpes FRERA	116 715	406 049
Hauts-de-France	48 590 250	32 275 427
Normandie	19 524 812	10 678 722
Auvergne Rhône-Alpes	0	13 225 240
Occitanie	11 715 811	5 772 089
Bourgogne Franche-Comté	12 107 892	2 669 000
Grand Est	13 476 868	4 527 692
Nouvelle Aquitaine	9 497 573	0
Réunion	983 341	0
Autres Fonds	42 875	42 876
Engagements fonds de garantie	853 009 285	789 644 628
Engagements douteux fonds de garantie	113 092 495	110 594 614
Total engagements des fonds de garantie	966 101 780	900 239 242
Fonds Régionaux de l'Innovation-FRGI	79 791 729	83 301 620
Engagements douteux fonds de garantie à l'Innovation	6 354 169	4 829 989
Total engagements des fonds de garantie à l'innovation	86 145 898	88 131 609
Total général engagements des fonds de garantie	(1) 1 052 247 678	988 370 851

(1) Dont 268 090 494 € d'engagements donnés à Bpifrance Financement.

Le montant des engagements donnés figurant au hors-bilan représente le montant cumulé des risques pris par Bpifrance Régions au 31 décembre 2018. La part des engagements autorisés non utilisés qui correspond aux encours non mis en place par les partenaires bancaires s'élève à 95 millions d'euros.

### Ventilation des engagements hors bilan au 31 décembre 2018

#### Par grands types de contrepartie

(En euros.)	Sociétés	Entrepreneurs individuels	Administrations	Particuliers	Autres	Total
Engagement de garantie	932 758 139	0	42 875	0	0	932 801 014
Engagement de garantie douteux compromis	119 446 664	0	0	0	0	119 446 664

**Par secteurs d'activité économique**

<b>(En euros.)</b>	<b>Industrie</b>	<b>Commerce</b>	<b>Services</b>	<b>Tourisme</b>	<b>BTP</b>	<b>Total</b>
Engagement de garantie	112 962 148	103 801 214	566 798 340	128 057 298	21 182 014	932 801 014
Engagement de garantie douteux compromis	25 845 848	19 134 713	55 456 220	12 307 456	6 702 427	119 446 664

**Note 12. - Intérêts et produits assimilés**

<b>(En euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Opérations avec les établissements de crédit	410 287	531 130
Opérations avec la clientèle (commissions de garantie)	5 624 026	5 025 270
Opérations sur titres	227 447	227 389
<b>Total</b>	<b>6 261 760</b>	<b>5 783 789</b>

**Note 13. - Charges générales d' exploitation**

<b>(En euros.)</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Convention de prestations de services avec Bpifrance Financement	-2 014 970	-1 559 664
Autres frais administratifs	-237 400	-268 997
<b>Total</b>	<b>-2 252 370</b>	<b>-1 828 661</b>

**Note 14. - Rémunérations allouées aux organes de direction et d' administration**

Au titre de leurs mandats exercés au sein de Bpifrance Régions, les mandataires sociaux n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

**Note 15. - Activités pour compte de tiers**

Les opérations gérées par Bpifrance Régions (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

(En euros.)	31/12/2018						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Créances	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Lorraine Forêt Bois	0	2 291 640	2 291 640	237 123	2 054 517	2 291 640	223 698
Pyrénées Atlantiques	0	499 858	499 858	310 733	189 125	499 858	444 069
Midi Pyrénées - Tempête Bois	0	65 793	65 793	0	65 793	65 793	0
PACA	0	127 659	127 659	0	127 659	127 659	0
Lorraine Garantie - Immo	7 996	585 169	593 165	0	593 165	593 165	0
Lorraine Garantie - Relais Loyers	0	106 378	106 378	0	106 378	106 378	0
Total	7 996	3 676 497	3 684 493	547 856	3 136 637	3 684 493	667 767

**Note 16. - Opérations avec les parties liées**

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

## Note 17. – Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

**Bpifrance SA (Groupe)**

27-31, avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort Cedex  
507 523 678 RCS Créteil

**Bpifrance Financement (Sous-groupe)**

27-31, avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort Cedex  
320 252 489 RCS Créteil

Les états financiers consolidés des sociétés visées ci-dessus sont disponibles sur le site : [www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr)

**IV. – Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2018 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice à répartir	2 368 319,27 €
Report à nouveau	1 309,24 €
Soit un solde disponible de	2 369 628,51 €
Aucune dotation à la réserve légale	
Dotations aux autres réserves	2 365 000 €
Aucune distribution de dividendes	
Report à nouveau créditeur	4 628,51 €

**V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Bpifrance Régions S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

#### **Règles et principes comptables**

Les « règles de présentation et d'évaluation » présentées en annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux fonds de garantie gérés par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **Estimations comptables**

##### **Provisionnement du risque de crédit :**

Votre société constitue des provisions pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités, tel que décrit dans le paragraphe « Méthode d'évaluation des provisions pour risques sur engagements hors bilan donnés ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques au passif du bilan.

##### **Valorisation des titres et instruments financiers :**

Votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les « règles de présentation et d'évaluation » ainsi que la note 1 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux titres et aux instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Courbevoie, le 6 mai 2019  
Les Commissaires aux comptes

Ulrich SARFATI  
Associé

Matthew BROWN  
Associé

**VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du tribunal de commerce de Créteil.